croissance-loisirs

François Asher (*)

Quelle est la répartition du temps aujourd'hui, en France, entre travail et loisirs ? François Asher, maître-assistant à l'Institut d'urbanisme de Vincennes, remarque que le temps quotidien lié au travail n'a pas, contrairement à ce que l'on s'imagine, diminué depuis 30 ans...

Se pose aujourd'hui en France la question des loisirs. Sans proposer une analyse globale, je voudrais juste faire quelques remarques pour faire rebondir les débats.

Le temps quotidien et hebdomadaire lié au travail n'a pas diminué. En 1936, les salariés obtenaient la semaine de quarante heures.

En 1978, dans la plupart des secteurs d'activité, ils luttent à nouveau pour l'obtenir, et pas sous la forme de chômage technique. Est-ce inimaginable d'exiger les 35 heures, comme le font certains, alors que la productivité du travail a plus que triplé depuis 1936 ? D'autant que les temps contraints liés au travail ont fortement augmenté, en particulier avec l'accroissement des temps de transport domicile-travail. Selon l'INSEE, en 1975, l'amplitude de la journée de travail était de onze heures et neuf minutes pour les ouvriers, et de dix heures et cinquante-quatre minutes pour les employés.

Les contraintes « mangent » le temps hors travail

Les temps contraints hors travail ont augmenté. — Avec l'évolution du travail, des consommations et de l'urbanisation, le temps consacré aux activité domestiques et ménagères a augmenté : la diminution du commerce de proximité et la spécialisation des espaces accroissent le temps des approvisionnements en biens normaux et anormaux, les tâches administratives et de gestion se multiplient (factures diverses, Sécurité sociale, assurances, banques, etc.). Et, malgré le développement du machinisme dans la consommation, le temps des activités ménagères ne diminue pas. Une étude de Joann Vanek a montré qu'aux U.S.A. les femmes habitant dans les villes et sans emploi salarié passaient, pour les activités ménagères, plus de temps en 1968 qu'en 1925 (cinquante-cinq heures contre cinq cinquante et une). Par exemple, le temps consacré au nettoyage a augmenté malgré l'introduction de machines à laver de plus en plus perfectionnées, à cause de l'évolution des pratiques vestimentaires et de l'accroissement du nombre de vêtements.

Ni la troisième semaine de congés payés, ni la quatrième n'ont fait chuter la production. — Indépendamment du fait que cinq semaines de congés payés ne semblent pas un luxe, on peut aussi considérer, même d'un point de vue productiviste, qu'il s'agirait d'un investissement fort productif. Même Henry Ford partageait cette opinion, car il estimait dans son ouvrage *Le Progrès*, paru dans les années 20, que des travailleurs mieux reposés travaillaient plus efficace ment et qu'il leur fallait le temps de consommer les biens qu'ils produisaient... L'opportunité de la diminution du temps de travail est un vieux débat, et l'histoire de la réduction de la journée de travail a tranché en donnant tort à ceux qui essayaient de la freiner. Reprenez les textes de la seconde moitié du dix-neuvième siècle et vous retrouverez toutes les argumentations.

Belote, pétanque et télévision

Quelle croissance, quelle « société des loisirs ? » — La part des dépenses de « culture et loisirs » est passée de 7,8 % de la consommation totale des ménages en 1959 à 8,6 % en 1974. Etait-ce, même avant l'accélération de la crise de 1974, l'indice de l'émergence d'une « société des loisirs » dont le développement pourrait se réengager avec la reprise de la croissance ? Il me semble qu'il ne faut pas confondre l'augmentation des consommations marchandes de loisir avec l'augmentation des loisirs. Le temps libre, disponible individuellement, n'ayant pas tendance à augmenter, la croissance des dépenses de loisirs signifie plus leur transformation, l'usage grandissant de biens et services marchands, la réduction de l'usage des équipements collectifs (par leur insuffisance et leur inadaptation) et des pratiques d'« autoproduction » des loisirs. Je ne veux pas dire par là que la belote ou la pétanque sont préférables à l'achat d'un poste de télévision, ce qui serait tomber dans le piège des discours sur l'austérité nécessaire, mais je veux simplement souligner que ce phénomène de transformation des loisirs en marchandises a pour conséquence, dans une société où l'échelle des revenus est particulièrement large, d'accentuer les inégalités sociales dans ce domaine.

La solution, ce n'est certainement pas, pour de multiples raisons, un illusoire retour en arrière, qui remplacerait la pauvreté d'aujourd'hui par celle d'hier. Mais c'est probablement par une transformation des objectifs de la croissance, qui n'aurait pas pour but de multiplier la quantité d'objets produits pour eux-mêmes (c'est-à-dire pour le profit), mais de satisfaire au mieux, c'est-à-dire diversement, les besoins existants et non satisfaits, et de permettre à tous les besoins réprimés de s'exprimer. Probablement assisterait-on alors à une véritable croissance des loisirs. D'ailleurs, une enquête *Humanité*-IFOP, en janvier 1977, faisait apparaître l'importance que les travailleurs accordent aux loisirs, activité indispensable et non pas superflue, puisque, pour 29 % des ouvriers et employés, c'est sur les loisirs « qu'il est le plus pénible de se priver » (pour 40 % d'entre eux c'est sur l'alimentation et, pour 13 %, sur le logement).

Quels moyens se donner pour cette autre croissance ? La réponse est peut être dans le débat politique général actuel...

(*) Article paru dans « Le Monde », avril 1978.